



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25/26, Rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 25/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL

24 rue Auguste Chabrières
75015 Paris

Références : 2024-506
Code AIOT : 0010000758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/06/2024 dans l'établissement ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL implanté La Justice 37800 Noyant-de-Touraine. L'inspection a été annoncée le 06/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM LOGISTIQUE ALIMENTAIRE INTERNATIONAL
- La Justice 37800 Noyant-de-Touraine
- Code AIOT : 0010000758
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ITM LAI possède 34 bases en France, comprenant des bases de produits frais, des bases

de produits secs et des bases de marchandises générales.

La base logistique de Noyant-de-Touraine a été créée en 1989, elle appartient au groupement des mousquetaires. Elle est réservée uniquement au stockage de produits frais et une cellule de 1 300 m² est réservée à la pâtisserie industrielle (température ambiante).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Distances entre la toiture et les stockages	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Vérifications périodiques des moyens de défense incendie	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôles périodiques	Code de l'environnement du 14/06/2024, article R.512-58	Sans objet
2	État des stocks	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 1.1.2	Sans objet
5	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3	Sans objet
6	Installations de protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 14/06/2024, article R.512-58
Thème(s) : Situation administrative, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. Lorsqu'une installation relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement vient à être soumise au régime de la déclaration avec contrôle périodique, le premier contrôle a lieu avant l'expiration d'un délai de cinq ans. Ce délai court soit à compter de la publication du décret

modifiant la nomenclature si la modification de régime de classement de l'installation est due à une modification de la nomenclature, soit à compter de la date de la déclaration de l'exploitant si cette modification du régime de classement est due à une diminution de l'activité de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 21/07/2020, il avait été constaté l'absence de premier contrôle périodique liés aux rubriques 1511, 1435, 1185 et 2910. Suite à la visite d'inspection du 14/06/2024, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle périodique réalisés par la société APAVE en date du 10/02/2021 pour les rubriques 1185, 1511 et 2910. La rubrique 1435 a fait l'objet d'une notification de cessation d'activité le 22/12/2021.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite d'inspection, un point a été réalisé concernant les non-conformités majeures. Pour les rubriques 1185 et 2910, les rapports n'identifient pas de non-conformités majeures. Pour la rubrique 1511, le rapport de contrôle périodique du 22/12/2021 fait état de deux non-conformités majeure :- absence de protection contre la foudre sur le site (art. 4.3)- la distance minimale de 1 mètre n'est pas maintenue entre le sommet des stockages et le plafond (art. 5.1.2) Ces deux points sont détaillés dans la suite du présent rapport. L'écart précédemment identifié est levé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des quantités stockées. Cet état indique la nature et la localisation des produits stockés. L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail. Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'état des stocks en date du 14/06/2024 présentant les volumes stockés sur site, divisés entre « F » (comme frais) correspondant à la cellule à température dirigée (TD) et « P » (comme pâtisserie) correspondant à la cellule à température ambiante (TA). Au total le stockage représentait environ 6 000 m³.</p> <p>Pas de non-respect de prescription constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Distances entre la toiture et les stockages

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Organisation des stockages
Prescription contrôlée :

<p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage ; cette distance respecte la distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de contrôle périodique du 22/12/2021 a identifié comme non-conformité majeure que la distance minimale de 1 mètre n'est pas maintenue entre le sommet des stockages et le plafond. L'exploitant a déposé un dossier de demande de dérogation sur ce point en date du 02/09/2022. Ce dossier a été complété en date du 02/03/2023 suite aux demandes formulées par l'inspection des installations classées. Par ailleurs, le SDIS a formulé un avis en date du 12/09/2023 concluant sur la nécessité de proposer des mesures compensatoires permettant de limiter le risque d'éclosion, de propagation et de faciliter la mise en œuvre des secours notamment par la diminution des besoins en eau. Par courriel du 25/09/2023, l'inspection des installations classées a demandé à la société ITM LAI de préciser les mesures compensatoires proposées. Il n'a pas été apporté de réponse. Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, il a été constaté sur site que la distance entre le sommet des stockages et le plafond n'est pas supérieure à 1 mètre sur une partie des stockages. L'exploitant a indiqué que différentes mesures ont été étudiées suite à l'avis du SDIS : mise en place de sprinklage, présence d'une équipe ESI ou compartimentage de la cellule TD. La mesure retenue est la mise en place d'un mur coupe-feu au niveau de la cellule TD afin de diminuer les besoins en eaux. Il précise que cela sera réalisé dans le cadre d'un projet global d'extension du bâtiment ou de construction d'un nouveau site, représentant un montant de l'ordre de 10 millions d'euros (chiffrage en cours).</p> <p>La distance minimale de 1 mètre n'est pas maintenue entre le sommet des stockages et le plafond.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit compléter la demande de dérogation en transmettant un échéancier de mise en place du mur coupe-feu.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Vérifications périodiques des moyens de défense incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 5.6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, extincteurs, robinets d'incendie armés, bouches ou poteaux d'incendie, par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels font l'objet de rapports de contrôle et sont inscrites sur un registre.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le tableau de suivi des actions de maintenance / vérification indiquant la date de la dernière vérification et l'échéance de la prochaine vérification. Sur demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les rapports de vérifications suivants :- rapport de vérification des portes coupe-feu (portes du local de charge) réalisé par CONCEPT SECURITE en date du 01/12/2023 ;- rapport de vérification des portes coupe-feu réalisé par RECORD en date du 07/03/2024 ;- rapport de vérification des extincteurs réalisé par CONCEPT SECURITE en date du 01/12/2023 ;- rapport de vérification des RIA réalisé par UXELLO en date du 16/04/2024 faisant état d'une fuite au niveau du RIA n°35 et d'une vanne défectueuse au niveau du RIA n°6 (l'exploitant précise que les travaux en réponse aux observations n'ont pas été réalisés) ;- rapport de vérification des poteaux incendie réalisé par VEOLIA en date du 24/11/2023 (débit unitaire des 4 poteaux supérieure à 120 m³/h) faisant état de plusieurs observations- Commande du 14/02/2024 (intervention du 15/04/2024) pour les travaux de mise en conformité suite aux observations du rapport VEOLIA du 24/11/2023. Les travaux en réponse aux observations formulées dans le rapport de vérification des RIA en date du 16/04/2024 n'ont pas été réalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de réalisation des travaux de mise en conformité des RIA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 5 : Contrôle périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques les éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux normes en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 21/07/2020 il avait été formulé le constat suivant : « le matériel incendie n'est pas maintenu en parfait état et vérifié régulièrement ».Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, l'exploitant a présenté le dernier rapport Q18 en date du 21/08/2023 (intervention du 17/08/2023) réalisé par la société DEKRA. Ce document précise que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion. Pas de non-respect des prescriptions constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2014, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Installations de protection contre la foudre
Prescription contrôlée : L'exploitant met en œuvre les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé, afin de protéger les bâtiments contre le risque foudre.
Constats : Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 21/07/2020 il avait été formulé le constat suivant : « l'analyse du risque foudre n'a jamais été réalisée ». Le rapport de contrôle périodique du 22/12/2021 a identifié comme non-conformité majeure l'absence de protection contre la foudre sur le site. Lors de la visite d'inspection du 14/06/2024, l'exploitant a présenté les documents suivants :- Analyse du risque foudre réalisée par APAVE en date du 05/05/2021 ;- Étude technique foudre réalisée par APAVE en date du 29/06/2022 ;- Vérification des installations par DEKRA en date du 29/11/2023. L'exploitant précise que les installations ont été installées par la société ÉTABLISSEMENTS RENARD en avril 2023. Pas de non-respect des prescriptions constaté.
Type de suites proposées : Sans suite